

Où mène la politique criminelle libérale ?



Jean-Louis Harouel nous a transmis de façon confidentielle ce texte qui sera publié bientôt dans un magazine canadien. Je pense qu'il vous intéressera, c'est vraiment exceptionnel.

Toute politique libérale n'est pas forcément criminelle, et bien loin de là. Mais il existe bel et bien des politiques libérales criminelles, et ce sont même celles qui se donnent le plus à voir aujourd'hui. Il s'agit des politiques guidées par un libéralisme de gauche. En effet, la frontière entre droite et gauche passe à l'intérieur même du libéralisme, lequel peut être ou bien de droite, ou bien de gauche.

Faisant confiance à la libre entreprise, qui est la seule

forme efficace de production économique, et s'opposant en conséquence radicalement au communisme, le libéralisme a pour cette raison été globalement classé à droite tant qu'a existé l'Union soviétique. Mais, depuis la disparition de celle-ci, il est apparu que le classique positionnement à droite du libéralisme était très loin d'être toujours justifié. Car une grande partie du libéralisme est aujourd'hui à gauche.

On oublie trop qu'il y a deux gauches : la gauche sociale et la gauche sociétale, obéissant à des utopies pouvant se recouper ponctuellement mais ayant chacune sa logique propre. Dominante au siècle dernier, l'utopie de la gauche sociale promet la construction de sociétés parfaitement égalitaires au moyen de la collectivisation des moyens de production, de la suppression de la propriété privée. Cette idéologie s'est concrétisée pleinement dans les régimes communistes, mais a aussi inspiré, dans les pays d'Europe occidentale, un socialisme prenant la forme atténuée de la social-démocratie. Récente est en revanche la montée en puissance de l'utopie sociétale, qui prétend atteindre à l'égalité en pourchassant férocement ce qu'elle prétend être des discriminations et en donnant libre cours à toute la gamme des revendications et des caprices individuels. Aujourd'hui, une large partie de la gauche a renoncé à la révolution sociale et l'a remplacée par la révolution sociétale. Si bien que la gauche trouve désormais ses marqueurs privilégiés dans la reconnaissance des affirmations sexuelles les plus variées, l'apologie de l'avortement, la légalisation de la drogue, la sacralisation de l'immigration illégale, le refus des frontières, le culte des minorités, etc. Tout cela relève d'un libéralisme progressiste, farouche ennemi de la nation, de la famille, de l'ordre social et de la morale

Pourtant, aux antipodes, existe le libéralisme de droite, qui prend en compte l'impératif de la durée du groupe, un souci de justice et de sécurité, et plus généralement le refus de l'utopie. Le libéralisme est de droite dans la mesure où il

reste dans la problématique de la cité, de la nation, de la famille, où il garde les valeurs du Décalogue, insistant sur la responsabilité de l'individu quant aux conséquences de ses actes. Un des grands représentants du libéralisme de droite fut Wilhelm Röpke qui, tout en affirmant « la supériorité fondamentale de l'ordre spontané sur l'ordre commandé », a développé une pensée caractérisée par un conservatisme éthico-religieux. Ce membre fondateur de la Société du Mont-Pèlerin, qu'il présida en 1961-1962, entendait refonder le libéralisme sur un retour aux valeurs morales traditionnelles. Tel est le libéralisme de droite, héritier du christianisme, gardant la notion de bien et de mal. C'est le bon libéralisme,

Le libéralisme de gauche est au contraire le mauvais libéralisme. C'est le libéralisme de George Soros, qu'il résume dans le slogan de « *société ouverte* », une idéologie qui mène un combat mortel contre les peuples européens, visant à éliminer les frontières, les identités, la souveraineté des nations, à détruire le peu qui reste encore de tradition et de cohésion sociale dans les pays d'Europe, et à briser toute tentative de résistance au déferlement migratoire. Refusant l'idée de responsabilité au nom de la souveraineté absolue du moi, ce libéralisme progressiste nie les groupes humains, les États, les nations, les sociétés particulières, dès lors qu'il ne veut connaître que les individus. Pour ce libéralisme qui refuse les spécificités des peuples, des civilisations, des sexes mêmes, il n'y a que des individus interchangeables selon le modèle de l'*homo æconomicus* et *festivus* d'un marché mondialisé hédoniste. À l'état pur, quand il ne prend en compte que l'individu et l'humanité, le libéralisme est une utopie de la liberté illimitée, un messianisme semblable au communisme dès lors qu'il prétend comme lui faire naître un monde parfait au moyen d'un principe sacré et constitue comme lui un système total. L'une des facettes majeures de ce libéralisme « pareil au communisme » est ce que l'on appelle libéralisme libertaire (ou encore gauchisme sociétal) qui considère la satisfaction pulsionnelle comme l'essence de la

liberté, et qui est très présent à gauche.

Bien qu'il condamne à terme les sociétés qu'il gouverne à disparaître, le libéralisme « pareil au communisme » qui règne aujourd'hui sur bon nombre de pays d'Europe occidentale s'accorde fort bien dans l'immédiat avec les intérêts économiques et marchands. Dans un pays comme la France, toute une fraction de la bourgeoisie est acquise au progressisme sociétal, au dogme immigrationniste, à l'idée d'obsolescence des appartenances nationales, de sorte que, consciemment ou non, elle fait partie de la gauche : non pas la gauche sociale, assurément, mais la gauche sociétale. En situation d'alliance objective avec l'immigration extra-européenne qui peuple les banlieues des grandes villes françaises, cette bourgeoisie libérale progressiste se trouve en phase avec des médias presque entièrement de gauche dont les journalistes se recrutent dans ses rangs. Si bien qu'elle se considère comme l'élite éclairée qui domine de toute la hauteur de son mépris l'esprit réputé grossier et inculte des classes populaires autochtones, mais aussi le conservatisme affirmé « ringard » de la bourgeoisie traditionnelle.

Le libéralisme « pareil au communisme » est un autre nom du culte des droits de l'homme, qui a remplacé depuis quelques décennies le communisme – dont il partage la nature de religion séculière – dans son rôle d'utopie censée instaurer le règne du bien sur la terre. Dans cette nouvelle religion séculière, les droits de l'homme sont en charge de la promesse du royaume de Dieu sur la terre, en charge du projet d'une humanité réconciliée grâce à l'instauration d'un monde nouveau parfaitement cosmopolite et fondé exclusivement sur les droits des individus. Or, les droits de l'homme érigés en religion détruisent les nations qui ont le malheur de se soumettre à leur culte funeste. Les effets socialement mortifères de la religion des droits de l'homme sont innombrables, mais ceux dont le caractère destructeur est le plus immédiatement perceptible sont d'une part l'encouragement de l'avortement,

qui est érigé en norme sociale très valorisée, et d'autre part l'affirmation que le déferlement sans fin de l'immigration extra-européenne est inscrit dans le sens de l'histoire, qu'il est en conséquence juste et bon et doit être accepté avec empressement. La conjugaison de ces deux facteurs est mortelle aux peuples d'Europe occidentale. D'un côté, la pratique massive de l'avortement se traduit par un déficit de naissances qui creuse un énorme vide démographique du peuple concerné. De l'autre côté, il est procédé au comblement de ce vide par une énorme immigration en provenance de l'Afrique et du Moyen-Orient. Tous les Européens qu'on a empêchés de naître sont remplacés par des populations issues d'autres peuples, d'autres civilisations. Et l'islam a pu se lancer à la conquête de l'Europe, grandement aidé par les droits de l'homme.

Sous l'effet de la religion des droits de l'homme, se perpète un assassinat des nations d'Europe occidentale. C'est à cela que mène la politique libérale progressiste, qui est indiscutablement criminelle.

Jean-Louis Harouel le 4 juin 2020

Professeur émérite à l'université Paris II, auteur notamment de Les droits de l'homme contre le peuple, éd. hongroise mars 2020, Szazadvég.

Publié en hongrois par le quotidien Magyar Nemzet et en français par la revue Égards